CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Améliorer les effets structurants du secteur des ressources minérales dans les pays de la Communauté économique d'Afrique centrale

Atelier régional Brazzaville, République du Congo 28 au 30 septembre 2016

Capacités industrielles et intégration dans les chaines de valeur globales

par

Jules Rommel Touka, Expert Macroéconomiste



ATEIER REGIONAL

Renforcer les effets structurants du secteur des ressources minérales dans les pays de la CEEAC

CAPACITES INDUSTRIELLES ET INTEGRATION DANS LES CHAINES DE VALEUR GLOBALES

Jules Rommel TOUKA,

Expert Macroéconomiste

2

PLAN DE PRESENTATION

- o. CEEAC en bref
- 1. Problématique du développement industriel en Afrique centrale
- 2. Etat des capacités industrielles des pays de l'Afrique centrale
- Défis pour l'insertion des économies dans les CVM

1. INTRODUCTION:

Créée en 1983, la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale,

regroupe 10 pays (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RD Congo, Sao Tomé et Tchad)

Superficie de 6,6 millions de Km2

Représente un marché de plus de 145 millions d'habitants

Taux de croissance moyenne: 5%

Exportations:\$ 120 millions (2013)

Principaux atouts:

- position charnière et stratégique au centre de l'Afrique ce qui fait une zone privilégiée d'échanges commerciaux.
- ressources importantes notamment pétrolières et minières (diamant, cuivre, fer, manganèse, cobalt, etc.) dont certaines dont certaines sont des gisements de classe mondiale.
- important potentiel agricole, forestier et hydraulique.
- richesse de son écosystème : environ 26.355 m³ d'eau par habitant et par an, 27 millions d'hectares de terres arables, 135 millions d'hectares de pâturages et 4 zones écologiques favorables au développement de l'agriculture et des activités pastorales.
- Potentiel hydro-électrique important, soit 60% du potentiel du continent africain.



MISSION ET VISION

Missions:

favoriser le dialogue politique dans la région, créer le marché commun régional, établir des politiques sectorielles communes, promouvoir et de renforcer une coopération harmonieuse et un développement équilibré et auto-entretenu dans tous les domaines de l'activité économique et sociale, en particulier dans les domaines de l'industrie, l'agriculture, des ressources naturelles, des infrastructures, du commerce, des douanes, des questions monétaires et financières et du tourisme.

VISION:

faire de la région un espace de paix, de solidarité, de développement équilibré et de libre circulation des personnes, des biens et des services.

AXES STRATEGIQUES :

- Paix, sécurité et stabilité ;
- Infrastructures: Transports, Energie, Eau et TIC;
- Environnement.

Ces trois axes sont complétés par (i) la consolidation de l'Union douanière et (ii) la mise en œuvre du Programme régional de sécurité alimentaire (PRSA).

ROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE CENTRALE

Analyses des politiques passées

- Période 1960-1980: Promotion des exportations et d'industries dites industrialisantes :
 - Développement d'industries de première transformation de produits miniers et agricols notamment
 - Croissance dépendante des marches extérieures et fondée sur un apport extérieur massif notamment en ressources humaines, matérielle et technologique; une situation qui a contribué à entraîner des déficits considérables au niveau de la balance des paiements.
 - Très peu de transfert de compétences observé et de diffusion des progrès technologique aux autres branches de l'économie du fait de cette forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur
 - Désarticulation entre ces industries et le reste des branches

Analyses des politiques passées

- Période 1980-2000: Programme d'Ajustement Structurel, libéralisme ou demission des Etats (?)
 - Vers la fin des années 80, victimes du choc causé par la baisse drastique des cours des matières premières, les économies de la region font face à un deficit criard de la balance commerciale, de devises pour financer leurs importations,,,,c'est la grande crise
 - Privatisations qui ont parfois contribué à affaiblir le secteur primaire, Réduction importante des budgets des Etats au détriment des services d'appui et d'accompagnement du secteur privé (banques de développement, structures de formation et d'apprentissage, structures de recherché, etc),
 - La contribution du secteur manufacturier au PIB, près de 8%, a chuté par rapport à son niveau de 1990 (soit 11,8%) :

Analyses des politiques actuelles

- Période 2000-20,,: DSRP, Programme pour l'émergence ou la transformation structurelle... Réalité ou utopie???
 - Embelie sur le plan macro-économique (croissance myenne autour de 5%), mais les économies restent très fragiles et exposées aux chocs externes, très peu d'effets significatis sur la reduction de la pauvreté, le chomage, En 2013, l'IDH moyen de la région est de 0,466 contre 0,486 en Afrique et 0,694 dans le monde (Pnud, 2013),
- La plupart des Etats de la région se sont dotés d'une vision prospective pour devenir « pays émergents » à partir de 2020 pour les uns, 2025, 2030 ou 2035 pour les autres,

Réduction de la pauvreté Atteinte du stade de revenu intermédiaire

Nouveau pays industrialisé

Transformation structurelle durable

Analyse qualitative: un secteur dominé par les industries de bas niveau technologique

l'intensité de l'industrialisation qui prend en compte à la fois le poids du secteur dans le PIB et le niveau technologique contenu dans l'offre) du secteur sont médiocres

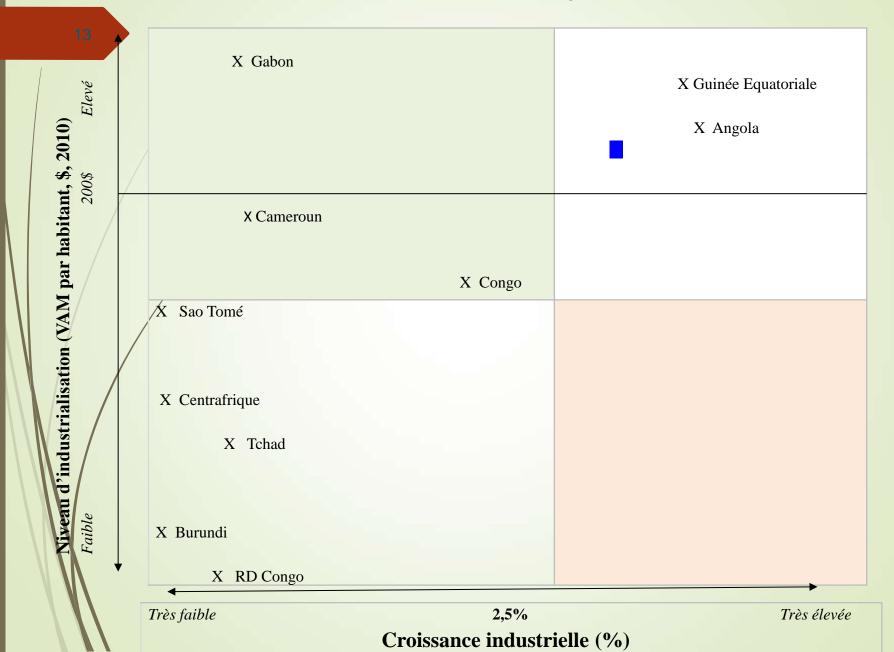
Les produits à haute valeur ajoutée ne représentent qu'environ 7% de la VA

Indicateur	Part des produits de moyenne ou haute technologie dans la VAM	d'exportation des	Intensité de l'industrialisation	
Angola	12	1,42	8,75	
Burundi	2	0,91	7,5	
Cameroun	9	1,91	13,3	
Centrafrique	1	0,31	5,5	
Congo	5	1,08	6	
Gabon	4	2,56	5,35	
Guinée Equatoriale	1	1,28	1,7	
RD Congo	8	1,34	7,5	
Sao Tomé	1	0,28	4,35	
Tchad	4	0,01	4,4	
CEEAC	7	2,18	7,15	

Etat des capacités industrielles installées

Indicateur	Taux de croissance annuelle moyenne de la VAM (%)		Degré d'industrialisation ou VAM par habitant à prix constant (2000) US \$			VAM en pourcentage du PIB en dollars courant		
Période	2000-2005	2005-2010	2000	2005	<u>2010</u>	2000	2005	<u>2010</u>
Angola	13.35	17.94	18.94	31.49	217,4	2.89	3.39	5,5
Burundi	3.32	1.57	8.21	8.44	22,0	7.72	8.40	13
Cameroun	5.00	1.95	122.36	141.10	201,1	19.26	20.77	17,6
Centrafriqu e	-1.32	2.19	16.28	14.70	39,6	6.56	6.74	10
Congo	11.85	5.48	34.95	55.58	198,3	3.48	5.10	7
Gabon	4.16	2.81	159.67	188.21	448,2	3.72	4.40	6,7
Guinée Equatoriale	61.48	29.50	40.55	254.96	280,2	1.39	7.57	2,4
RD Congo	4.78	6.43	4.05	4.09	13,5	4.76	4.59	7
Sao Tomé	4.20	4.87	29.02	33.16	86,0	5.30	5.00	7,7
Tchad	6.74	-0.14	14.05	17.28	32,2	8.59	5.81	4,8
Afrique	3.24	5.19	65.87	68.92	78.60	11.20	10.53	10.37

Etat des capacités industrielles des pays de l'Afrique centrale



14

Comment accéder aux CVM?

- Depuis le début des années 1990, la mondialisation de la production s'est généralisée, notamment du fait de la fragmentation des processus de production et la dispersion des tâches et des activités qui les composent, entraînée par la baisse des coûts du transport, les avancées techniques en matière informatique et de télécommunications.
- Et dans un monde devenu très concurrentiel, les multinationales qui cherchent davantage à réaliser des bas coûts, à trouver une main d'œuvre à bas prix et à afficher une meilleure croissance ont accentué le phénomène de délocalisations ou de cotraitance avec des petites et moyennes dynamiques à qui elles délèguent certaines de leurs activités.
- Ceci a entrainé le développement des systèmes de production qui ignorent les frontières, communément appelées les chaines de valeur mondiales (CVM).
- Et beaucoup de spécialistes s'accordent à reconnaitre que, l'innovation et la productivité (induite par les changements technologiques) sont des facteurs majeurs de gain de compétitivité, et par conséquent, les moteurs d'une croissance économique soutenue.

Surmonter les principaux problemes de l'industrie

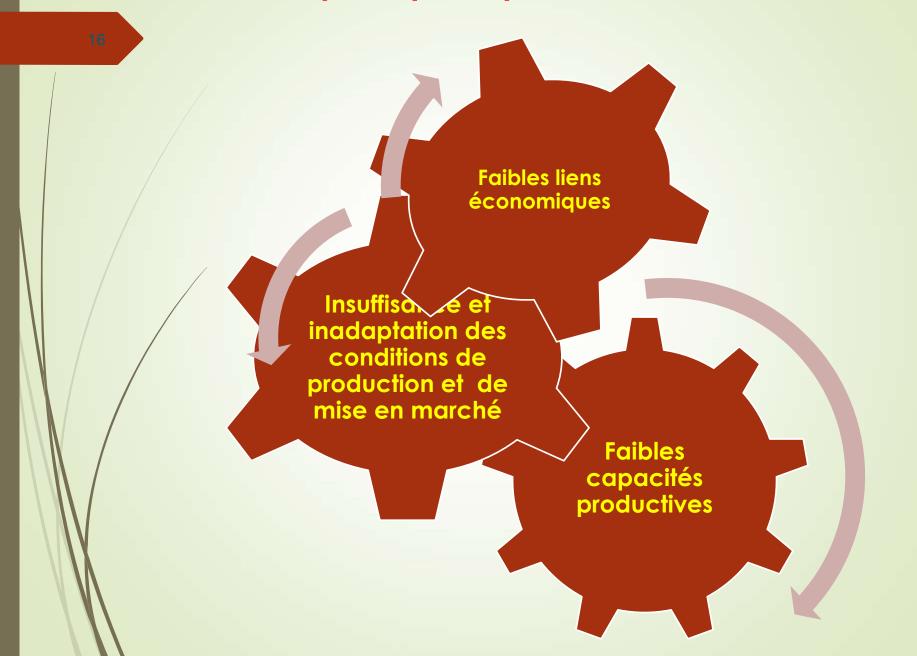


Tableau synoptique des activités prioritaires

I. Renforcer la capacité d'adaptation aux changements pour accroître la productivité

I.1. Soutien à la mise à niveau et au développement des entreprises

I.2. Soutien au développement de l'innovation et des capacités technologiques

I.3. Renforcement des structures de formation, de recherche, d'encadrement et d'appui aux entreprises

II. Développer les nouvelles capacités et liens économiques

II.1. Soutien au développement des zones économiques privilégiées, regroupements de PME suivant les approches cluster, grappes, etc

II.2. Soutien à la diversification, développement des chaines de valeur dans les filières à fort potentiel

II.3. Développement des relations inter-entreprises (buisness linkage)

III. Améliorer les conditions de production et de mise en marché

> III.1. Renforcement du dispositif de gestion des politiques industrielles

II.3. Développement de l'infrastructure de gestion de la qualité et du dispositif d'accompagnement à l'exportation

II.3. Soutien au développement des infrastructures de base (énergie, transport, etc)

MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION